

Haute-Loire : journée de manifestation de la fonction publique.



Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires appellent les agents de la fonction publique à une journée de grève, jeudi 31 janvier. Au Puy-en-Velay, le rassemblement est prévu à 10 h 30, place Cadelade.

Alors que les discussions sont en cours dans le cadre d'un agenda social de la fonction publique, les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires appellent les agents de la fonction publique à une journée de grève, jeudi 31 janvier. Au Puy-en-Velay, le rassemblement est prévu à 10 h 30, place Cadelade. « *Le mouvement concerne aussi bien les employés du secteur de la santé que de l'éducation, des organismes territoriaux...* », souligne Alain Eyraud, secrétaire général de l'Union départemental CGT.

Une délégation reçue en préfecture

Les revendications des syndicats portent sur « *l'emploi, en exigeant un moratoire immédiat sur les suppressions d'emplois et des créations partout où cela est nécessaire, les salaires et le pouvoir d'achat en exigeant notamment une augmentation urgente de la valeur du point d'indice, l'abrogation du jour de carence et l'amélioration du fonctionnement de la fonction publique et des services publics* », explique Alain Eyraud. Réunis place Cadelade, les manifestants devraient ensuite rallier la préfecture où une délégation devrait être reçue par le préfet de Haute-Loire.

MANIFESTATION

Des syndicats de la fonction publique appellent à la grève



ENSEMBLE. Le rendez-vous de la CGT, de FSU et de Solidaires est pris pour ce jeudi.

Face à la situation des fonctionnaires et pour se faire entendre avant les prochaines négociations qui se feront dans le secteur d'activité, trois syndicats appellent à la grève ce jeudi 31 janvier.

Les organisations syndicales CGT, FSU et Solidaires appellent les agents de la fonction publique à une journée de grève le jeudi 31 janvier « pour peser sur les négociations à venir », dont celles du 7 février.

« Il est urgent et indispensable maintenant de changer de cap ! Et la crise

ne peut pas servir de prétexte pour ne pas répondre aux légitimes revendications des agents publics », selon les syndicalistes.

Leurs revendications portent principalement sur l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat, les jours de carence et le bon fonctionnement du secteur. Des enjeux qui selon les représentants syndicaux « nécessitent une intervention la plus large possible des personnels ».

Au Puy-en-Velay, le rendez-vous est pris à 10 h 30, place Cadelade. ■

Les fonctionnaires altiligériens réclament une revalorisation de leurs salaires

Le Puy-en-Velay. Les syndicats CGT, FSU et Solidaires présentaient, hier, les motifs d'une manifestation qui rassemblera tous les secteurs de la fonction publique, le 31 janvier.

Salaires gelés, embauches inexistantes et conditions de travail « catastrophiques » : la fonction publique descendra dans la rue, jeudi, pour faire pression sur les négociations nationales du 7 février prochain. En Haute-Loire comme ailleurs, la situation dépeinte par les syndicalistes ne s'améliore pas, malgré le changement de mandature. En ce début d'année, l'Insee indique que le pouvoir d'achat du fonctionnaire a chuté de 13 % depuis 2000.

« Nous travaillons toujours à flux tendu », témoigne Huguette Julien, salariée en milieu hospitalier. Le centre hospitalier Émile-Roux emploie plus de 1 400 personnes et aurait besoin d'un effec-

tif de deux cents salariés supplémentaires, juge la CGT. Même constat dans les maisons de retraite, où le travail des aides-soignantes est chronométré : huit minutes pour s'occuper de chaque résident au matin. Le point d'indice reste figé depuis 2010 et la grille des salaires se tasse : un Agent des services hospitalier (ASH) sans qualification ne gagne, à présent, que 30 euros de plus par mois après dix-huit ans de carrière.

Également dans le viseur des syndicalistes, la journée de carence, mise en place début 2012, qui annule les indemnités du premier jour d'arrêt maladie. Une injustice selon les fonctionnaires, qui assurent que les entreprises privées

ne tiennent pas compte de cette obligation. Une « escroquerie morale » pour Jean-Pierre Castellan, fonctionnaire au palais de justice du Puy-en-Velay. Pour lui, le passage de la RGPP (Révision générale des politiques publiques), qui instaure le non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux aux départs en retraite, à la MAP (Modernisation de l'action publique) lancée par le gouvernement Ayrault « ne change rien à la situation. »

« Travailler plus, avec moins de moyens, expose l'employé à une explosion de la souffrance », selon Éric Durupt, du syndicat Solidaires. Jeudi, il poussera son cri d'alarme dans la rue, pour « montrer aux politiques que le travail tue. » ■

CGT, FSU, Solidaires : appel la grève dans la fonction publique

Les organisations syndicales CGT, FSU, Solidaires appellent les agents de la fonction publique à une journée de grève nationale le 31 janvier. Localement, un rassemblement est prévu à 10H30 place Cadelaide et une manifestation au Puy, avec défilé jusqu'à la préfecture.

Les fonctionnaires entendent ce jour-là porter un certain nombre de revendications, comme ils l'ont rappelé au cours d'une conférence de presse :

- sur l'emploi en exigeant un moratoire immédiat sur les suppressions d'emplois et les créations partout où cela est nécessaire. Les représentants des organisations syndicales pointent une fois de plus du doigt la question de la précarité de plus en plus présente ou encore "l'explosion de la souffrance au travail" et les risques psycho-sociaux inhérents.

- sur les salaires et le pouvoir d'achat en exigeant notamment une augmentation urgente de la valeur du point d'indice. D'aucuns citent dans le

domaine de la santé publique, l'exemple d'une ASH qui au bout de 17 ans connaît une augmentation de salaire de 27,78 euros. Toujours selon ces mêmes organisations syndicales, le pouvoir d'achat des fonctionnaires aurait baissé de 13 % depuis 2000.

- l'abrogation du jour de carence que les fonctionnaires jugent injuste et qui est venu aggraver une situation salariale déjà en berne.

- l'amélioration du fonctionnement de la fonction publique et des services publics.

Huguette Julien cite le cas du centre hospitalier Emile-Roux où selon elle, il manquerait 200 postes pour que l'hôpital fonctionne normalement (l'établissement en compte 1 470 actuellement).

Autant d'exigences que les organisations entendent défendre dans la rue le jeudi 31 janvier afin de "peser sur les négociations à venir" et en particulier sur la réunion du 7 février au ministère portant sur les rémunérations.

